

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/1994/71
23 février 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarantième session
Point 13 de l'ordre du jour

QUESTION D'UNE CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Rapport du Groupe de travail sur la question d'une convention
relative aux droits de l'enfant

Président-Rapporteur : M. Adam Lopatka (Pologne)

INTRODUCTION

1. Par sa résolution 1983/52 du 10 mars 1983, la Commission des droits de l'homme a décidé de poursuivre à sa quarantième session, à titre hautement prioritaire, ses travaux concernant l'élaboration du projet de convention relative aux droits de l'enfant. Elle a aussi prié le Conseil économique et social d'autoriser un groupe de travail à composition non limitée à tenir une session d'une semaine avant la quarantième session de la Commission, pour faciliter et hâter l'achèvement des travaux concernant un projet de convention relative aux droits de l'enfant. Le Conseil économique et social a approuvé cette requête par sa résolution 1983/39 du 27 mai 1983. A sa trente-huitième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 38/114 du 16 décembre 1983, a prié la Commission des droits de l'homme d'accorder la plus haute priorité, lors de sa quarantième session, à la question de l'achèvement du projet de convention et de faire tout son possible pour le présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, en tant que contribution concrète de la Commission à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration des droits de l'enfant.

2. Le Groupe de travail a tenu 11 séances du 30 janvier au 3 février et le 2 mars 1984. Il a adopté les articles 7 bis, 8 bis, 9 et 13. A cet égard, il convient de rappeler que le Groupe de travail à composition non limitée qui avait été créé pour se réunir avant et pendant les sessions précédentes de la Commission a adopté un certain nombre d'articles. Le texte des articles adoptés jusqu'à présent est reproduit dans l'annexe I au présent rapport. Au cours de la session, des représentants d'Etats ont proposé des projets d'article et des amendements qui n'ont pas été examinés par le Groupe de travail, faute de temps, et dont le texte est reproduit dans l'annexe II au présent rapport.

ELECTIONS

3. A la lère des séances que le Groupe de travail a tenues avant la session de la Commission, le 30 janvier 1984, M. Adam Lopatka (Pologne) a été élu Président-Rapporteur par acclamation.

PARTICIPATION

4. Les représentants des Etats ci-après ont assisté aux séances du Groupe de travail, qui étaient ouvertes à tous les membres de la Commission des droits de l'homme : Allemagne, République fédérale d', Argentine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Italie, Japon, Pays-Bas, République démocratique allemande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

5. Les Etats ci-après, non membres de la Commission des droits de l'homme, ont été représentés aux séances du Groupe de travail par des observateurs : Australie, Danemark, Grèce, Liban, Maroc, Norvège, Pérou, Pologne, République islamique d'Iran, Saint-Siège, Suède, Suisse et Venezuela.

6. L'Organisation internationale du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont été représentés au Groupe de travail par des observateurs.

7. Les organisations non gouvernementales ci-après ont envoyé des observateurs au Groupe de travail : Amnesty International, Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, Bureau catholique international de l'enfance, Comité consultatif mondial de la Société des amis, Commission internationale de juristes, Communauté internationale Baha'ie, Fédération internationale des femmes juristes, Human Rights Internet, Minority Rights Group, Mouvement international de défense des enfants, Rädda Barnen International, Service social international, Union internationale de protection de l'enfance et Zonta International.

DOCUMENTS

8. Le Groupe de travail était saisi de plusieurs documents, dont le rapport du Groupe de travail sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant présenté à la Commission des droits de l'homme à sa trente-neuvième session (E/CN.4/1983/62), le document de la Pologne sur l'état d'un projet de convention relative aux droits de l'enfant (A/C.3/36/6), des amendements présentés par la délégation des Etats-Unis d'Amérique (E/CN.4/1983/WG.1/WP.3, WP.4 et WP.8), une proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (E/CN.4/1983/WG.1/WP.7), une proposition présentée par le Canada (E/CN.4/1983/WG.1/WP.9), une proposition présentée par la Pologne (E/CN.4/1983/WG.1/WP.10), une proposition présentée par la Belgique (E/CN.4/1983/WG.1/WP.21), de nouvelles propositions du Canada (E/CN.4/1983/WG.1/WP.26) et des propositions de l'Algérie (E/CN.4/1983/WG.1/WP.27).

CONSIDERATIONS D'ORDRE GENERAL

9. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que bien que sa délégation ait participé aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée, certains des articles déjà adoptés (par exemple le paragraphe 1 de l'article 2, de l'article 3 et de l'article 4, l'article 6, et les paragraphes 1 et 2 de l'article 8) continuaient de lui poser des difficultés. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 n'allaient pas dans le sens de la législation du Royaume-Uni en matière de nationalité. Le paragraphe 1 de l'article 6 sous sa forme actuelle n'était pas compatible avec la législation du Royaume-Uni relative à l'immigration; en effet, aux termes des dispositions de ce paragraphe, si les parents d'un enfant n'avaient pas le droit de résider au Royaume-Uni,

l'enfant devrait quitter le pays sauf si, aux termes de cette législation, lui-même avait le droit d'y résider. Le paragraphe 1 de l'article 3, le paragraphe 1 de l'article 4, les paragraphes 2 et 3 de l'article 6, les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 bis et les paragraphes 1 et 2 de l'article 8 posaient eux aussi des problèmes au regard de la législation du Royaume-Uni en matière d'immigration. Il était difficile, voire impossible, de concilier certains de ces projets de disposition avec la législation et la pratique du Royaume-Uni. La délégation britannique, reconnaissant les efforts déployés par d'autres délégations pour aboutir à un projet acceptable qui puisse être soumis pour observations aux Etats membres dans les meilleurs délais, s'était néanmoins jointe au consensus réalisé au sein du Groupe de travail. Toutefois, le Royaume-Uni jugeait important que tous les Etats, notamment ceux qui n'avaient pas participé au Groupe de travail, aient la possibilité d'examiner ces articles et de faire des commentaires à leur sujet une fois achevé l'actuel exercice de rédaction. Si, une fois le projet de convention achevé et au cas où le libellé de certaines parties du texte resterait pour l'essentiel identique au texte actuel, les autorités britanniques avaient néanmoins le sentiment qu'elles pouvaient signer et ratifier le projet de convention, la délégation britannique prévoyait qu'il leur faudrait faire des réserves et des déclarations, en particulier pour traiter des difficultés susmentionnées en matière d'immigration et de nationalité.

10. La délégation néerlandaise était d'avis qu'une convention relative aux droits de l'enfant n'aurait d'efficacité que si elle était largement acceptable par un grand nombre d'Etats. Elle jugeait donc important de donner à tous les Etats la possibilité de formuler leurs observations sur le projet du Groupe de travail avant que celui-ci ne soit soumis à la Commission des droits de l'homme pour être définitivement arrêté. La délégation néerlandaise appuyait donc la proposition du Royaume-Uni à cet effet.

11. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que sa délégation partageait les préoccupations de la délégation britannique, en particulier en ce qui concernait le paragraphe 2 de l'article 2 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 6. Le paragraphe 2 de l'article 2 posait des problèmes au regard de la législation de son pays en matière de nationalité. Comme dans le cas du Royaume-Uni, les dispositions des paragraphes 1 et 2 du projet d'article 6 n'étaient pas compatibles avec la législation de la République fédérale en matière d'immigration. Au cas où la suite du débat aboutirait au maintien sous leur forme actuelle du paragraphe 2 de l'article 2 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 6, malgré les préoccupations de certaines

délégations, et où le projet de convention serait ouvert tel quel à la signature et à la ratification, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pourrait se voir obligé de formuler des réserves à propos de ces deux articles. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a aussi exprimé son appui à la proposition du Royaume-Uni tendant à donner la possibilité à tous les Etats de formuler leurs observations sur le projet définitif du Groupe de travail avant que celui-ci ne soit soumis à la Commission des droits de l'homme.

12. La délégation japonaise a demandé si, aux fins de l'article premier du projet de convention, une personne âgée de 18 ans devait être considérée comme un enfant.

EXAMEN ET ADOPTION DES ARTICLES

Article 7 bis

13. Trois textes susceptibles de servir de base de discussion avaient été soumis au Groupe de travail, à savoir, premièrement, la version modifiée soumise en 1983 d'une proposition que les Etats-Unis d'Amérique avaient présentée initialement en 1982 et dont le texte est reproduit au paragraphe 57 du document E/CN.4/1983/62, deuxièmement, une proposition de la délégation canadienne qui était ainsi rédigée :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à garantir à l'enfant le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux autres instruments internationaux qui se rapportent à cette liberté, étant entendu qu'il incombe aux parents ou au tuteur légal de guider l'enfant dans l'exercice de cette liberté d'une façon qui concorde avec le développement de ses capacités et n'aille pas à l'encontre de l'ordre public et de la morale."

troisièmement, le texte ci-après élaboré par les délégations danoise, finlandaise, norvégienne et suédoise et présenté par le représentant de la Suède :

"1. Les Etats parties à la présente Convention garantissent à l'enfant le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

2. Ce droit implique, en particulier, le droit d'avoir ou d'adopter la religion ou la croyance, quelle qu'elle soit, de son choix et la liberté de manifester sa religion ou sa croyance individuellement ou en collectivité, tant en public qu'en privé, ainsi que le droit d'avoir librement accès à l'éducation dans la religion ou la croyance de son choix.

3. Les Etats parties, eu égard au développement des capacités de l'enfant, respectent les vœux, les libertés et les droits des parents ou des tuteurs légaux en ce qui concerne l'exercice de ces droits de l'enfant et garantissent la liberté de manifester sa religion ou sa croyance d'une façon qui n'aille pas à l'encontre de l'ordre, de la sécurité et de la santé publics ni de la morale."

14. Le représentant de la RSS d'Ukraine a accepté la proposition canadienne qui, à son avis, constituait un dénominateur commun des vues exprimées par les délégations à la session de 1983 du Groupe de travail.

15. Le représentant du Saint-Siège a dit que, bien qu'elles aient chacune leurs avantages, les diverses propositions lui inspiraient quelques réticences. Sa délégation appréciait particulièrement le texte canadien en raison de sa concision mais, à son avis, le droit de l'enfant à avoir ou à choisir une religion ou une croyance n'y était pas formulé d'une façon suffisamment explicite. La proposition des Etats-Unis d'Amérique, quoique acceptable, ne satisfaisait pas totalement la délégation du Saint-Siège car le droit de l'enfant n'y était pas suffisamment affirmé par rapport au droit des parents de donner à l'enfant une religion ou une croyance philosophique et de l'élever dans cette religion ou cette croyance. En dépit de quelques aspects positifs, le texte scandinave appelait les mêmes observations car le lien entre les droits et le respect de l'environnement familial n'y étaient pas suffisamment reconnus et soulignés.

16. On a ensuite longuement discuté pour savoir quel texte prendre comme base de discussion. Les représentants des Pays-Bas et de la RSS d'Ukraine ont proposé que l'on procède à des consultations pour élaborer un texte de compromis, proposition à laquelle se sont associées les délégations du Canada et de la Suède. Le Président a donc demandé qu'un nouveau projet soit élaboré par un groupe de travail officieux à composition non limitée. Il en a été ainsi décidé.

17. Le projet qui a été présenté par la délégation du Royaume-Uni se lit comme suit :

"1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion en vertu des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans d'autres instruments internationaux pertinents.

2. Les droits impliquent en particulier le droit d'avoir ou d'adopter la religion ou la croyance, quelle qu'elle soit, de son choix et la liberté de manifester sa religion ou sa croyance individuellement ou en collectivité, tant en public qu'en privé, d'une manière compatible avec la sécurité, l'ordre et la santé publics et la morale.

3. Le droit s'exerce sous réserve de l'autorité des parents ou des tuteurs légaux à qui il incombe de guider l'enfant dans l'exercice de ce choix d'une manière compatible avec le développement de ses capacités.

4. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à respecter la liberté de l'enfant et de ses parents ou, lorsqu'il y a lieu, de ses tuteurs légaux d'assurer son éducation religieuse et morale."

On a estimé généralement que ce texte de synthèse offrait une bonne base de discussion.

Paragraphe 1

18. Pour beaucoup de délégations, l'énumération des instruments internationaux était inutile. Certaines ont suggéré de ne mentionner que la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres ont proposé d'ajouter à la suite les mots "et dans d'autres instruments internationaux pertinents". Les représentants de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande ont souhaité que l'on cite au moins le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; la délégation de la République islamique d'Iran a, elle, demandé que la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid soit mentionnée.

19. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a proposé d'ajouter les mots "et garantissent" après le mot "reconnaissent" à la première ligne du paragraphe 1. Certaines délégations ont dit qu'il leur était difficile d'accepter cette proposition, vu que dans beaucoup de pays, l'Eglise était séparée de l'Etat, et qu'elles préféreraient qu'on s'en tienne au mot "reconnaissent".

20. La délégation britannique a proposé de remplacer le mot "reconnaissent" par le mot "garantissent", proposition qui a rencontré l'agrément de plusieurs délégations. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a dit qu'elle préférait le terme "garantissent" et a expliqué que ce n'était pas parce que l'Etat garantirait à l'enfant le droit d'exercer sans contrainte la liberté de religion qu'il devrait assurer son éducation religieuse; elle a donc approuvé la proposition de la délégation britannique.

21. Au sein du Groupe, les avis étaient partagés, les uns appuyant la proposition visant à inclure le mot "garantissent" et les autres souhaitant conserver le terme "reconnaissent". Enfin, le représentant de la République islamique d'Iran a proposé d'ajouter les mots "et respectent" après le mot "reconnaissent".

22. Le représentant du Saint-Siège a appelé l'attention du Groupe de travail sur le fait que le Saint-Siège avait utilisé les mots "à promouvoir le respect" dans sa Charte des droits de la famille du 22 octobre 1983. Le représentant de l'Australie a alors suggéré de remplacer le mot "reconnaissent" par le mot "respectent"; cette proposition a été acceptée par la plupart des délégations, dont celles du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui ont dit préférer cette formulation.

23. Le représentant des Pays-Bas a dit qu'à son avis on ne devrait pas énumérer les instruments internationaux et qu'en conséquence le premier paragraphe devrait se terminer par le mot "religion". Nombre de délégations ayant accueilli favorablement cette proposition, le Groupe de travail a approuvé le paragraphe 1 ainsi modifié.

Paragraphe 2

24. Le représentant de la RSS d'Ukraine a appelé l'attention du Groupe de travail sur le fait qu'au début du paragraphe 2 les mots "Ces droits" devaient être remplacés par les mots "Ce droit"; cet amendement a été accepté. La délégation des Etats-Unis a suggéré d'inclure, après le mot "choix", le membre de phrase "sans subir la moindre contrainte qui limiterait sa liberté à cet égard". Après les mots "tant en public qu'en privé", la délégation des Etats-Unis d'Amérique a demandé que l'on remplace les mots "d'une manière compatible avec" par le membre de phrase suivant : "sous réserve uniquement des limites prévues par la loi et nécessaires pour préserver". La délégation de la RSS d'Ukraine s'est déclarée favorable à cet amendement.

25. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a également proposé d'ajouter, à la fin du paragraphe, le membre de phrase suivant "ainsi que le droit d'avoir librement accès à l'éducation dans cette religion ou croyance sans être soumis à aucune contrainte à cet égard". La délégation australienne a suggéré de modifier comme suit la dernière proposition de la représentante des Etats-Unis : "ainsi que le droit d'avoir librement accès à l'éducation dans cette religion ou croyance".

26. Le représentant de la RSS d'Ukraine ayant demandé si, en mentionnant l'accès à un droit, on ne créerait pas un précédent qui obligerait à inclure une mention analogue dans les articles suivants, la représentante des Etats-Unis a répondu par la négative, indiquant qu'il n'était nécessaire de garantir l'accès à un droit, en plus du droit lui-même, comme le Groupe de travail l'avait fait en 1983 à propos de l'article 12, que dans les cas où il était particulièrement important pour le respect du droit lui-même que l'on en protège l'accès.

27. La délégation néerlandaise, de son côté, a proposé de remplacer les mots "le droit", à la première ligne, par les mots "la liberté". On a rappelé la proposition de la RSS d'Ukraine visant à faire débiter ce paragraphe par les mots "Ce droit". La délégation néerlandaise a proposé également de supprimer le mot "the" entre les mots "to protect" et "public safety" et de mettre une virgule entre le membre de phrase "in public or private" et "to manifest his religion" dans la version anglaise. La représentante des Etats-Unis a alors retiré son premier amendement au paragraphe 2 visant à inclure le membre de phrase "sans subir la moindre contrainte qui limiterait sa liberté à cet égard".

28. Le Groupe de travail a approuvé le deuxième paragraphe ainsi modifié.

Paragraphe 3

29. Le représentant de la Finlande a proposé de remplacer les mots "de l'autorité", à la première ligne du paragraphe, par les mots "des droits et devoirs". Cette proposition a été jugée acceptable par la majorité des délégations. La délégation des Etats-Unis d'Amérique a proposé de remplacer, à la première ligne, les mots "ce droit s'exerce sous réserve de" par les mots "les Etats parties respectent".

30. Le représentant des Pays-Bas a suggéré que le mot "ou" entre "parents" et "tuteurs légaux" soit remplacé par les mots "et, lorsqu'il y a lieu". La délégation des Etats-Unis d'Amérique a proposé que les mots "ce droit" entre les mots "l'exercice de" et "d'une manière" soient remplacés par les mots "son droit". Tous ces amendements ont été acceptés par le Groupe de travail qui a approuvé le paragraphe 3.

Paragraphe 4

31. Le représentant du Canada a proposé de supprimer le membre de phrase "à la présente Convention s'engagent à" et de remplacer le mot "respecter" par les mots "respectent également" à la première ligne du paragraphe. La délégation des Etats-Unis a suggéré de remplacer le mot "ou" entre les mots "parents" et "lorsqu'il y a lieu", par le mot "et"; elle a suggéré également d'ajouter, à la fin du paragraphe, le membre de phrase "et son libre accès à cette éducation, conformément à leurs propres convictions". Le représentant de la Finlande a estimé que, dans la version anglaise, l'expression "when applicable" devrait être remplacée par "where applicable".

32. Tous les amendements susmentionnés, à l'exception de celui de la délégation des Etats-Unis d'Amérique visant à ajouter un membre de phrase à la fin du paragraphe, ont été acceptés par la plupart des délégations. La représentante des Etats-Unis a alors supprimé une partie du membre de phrase qu'elle avait proposé d'inclure, ne conservant que les mots "conformément à leurs propres convictions".

33. La délégation néerlandaise a estimé que si la représentante des Etats-Unis faisait allusion aux convictions de l'enfant, ce membre de phrase était inutile. La représentante des Etats-Unis a expliqué qu'elle proposait d'inclure ce membre de phrase pour bien préciser qu'il fallait que l'éducation soit conforme aux convictions des parents et de l'enfant, de façon à offrir une protection à la famille et à éviter qu'une éducation ou une croyance religieuse puisse être imposée à l'enfant, éventuellement par le biais de l'Etat. La délégation finlandaise a alors fait observer qu'on pourrait tout aussi bien inclure les mots "conformément aux convictions de leur choix". La délégation néerlandaise et la délégation des Etats-Unis ont accepté la proposition finlandaise. En conséquence, le Groupe de travail a approuvé le paragraphe 4 ainsi modifié et a adopté l'article 7 bis.

Article 8 bis

34. A la session du Groupe de travail qui s'est tenue en 1983, le représentant du Canada a proposé le texte ci-après pour l'article 8 bis :

"Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures législatives et administratives appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes d'atteinte ou de violence physique ou mentale, de négligence ou de traitement négligent, de violence ou d'exploitation sexuelle ou de mauvais traitements tandis qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses tuteur(s) légaux ou de toute autre personne s'occupant de lui."

Cette proposition a été présentée de nouveau et a recueilli l'appui général des délégations de la France, de la République démocratique allemande, des Pays-Bas, de la Pologne et de la RSS d'Ukraine qui ont estimé qu'elle pouvait servir de base de discussion.

35. Le représentant du Defence for Children International Movement, parlant au nom du Groupe spécial non officiel des ONG sur l'élaboration de la Convention relative aux droits de l'enfant, a estimé qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la nécessité d'une action préventive et il a recommandé qu'il soit fait mention de "mesures sociales et éducationnelles" dans le texte considéré. Cette suggestion a été reprise par le représentant des Pays-Bas qui a proposé que les mots "sociales et éducationnelles" soient ajoutés après le mot "administratives", proposition qui a été approuvée par plusieurs délégations.

36. La délégation suédoise a proposé que le paragraphe 2 d'un article traitant des mauvais traitements de l'enfant au sein de la famille, tel qu'il figure dans le compte rendu des consultations officielles entre organisations internationales non gouvernementales sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant, soit ajouté à la proposition canadienne en tant que deuxième phrase de l'article à l'étude.

37. Le représentant de la République islamique d'Iran a jugé préoccupant que la Convention ne contienne aucune disposition visant à protéger les enfants qui n'étaient pas sous la garde de leurs parents ou de l'un d'eux, ou d'un ou de tuteur(s) et il a suggéré que le Groupe de travail souhaiterait peut-être tenir compte expressément de ce problème en élaborant l'article 8 bis.

38. Le représentant du Canada a estimé qu'il serait préférable de remplacer les mots "s'occupant de lui" à la fin du paragraphe par les mots "à qui il est confié". Les délégations de l'Australie et des Pays-Bas ont approuvé cette proposition qui a ensuite été reprise par le Groupe.

39. Des divergences étant apparues entre les délégations au sujet de l'adjectif "sexuelle", certaines estimant qu'il ne devait modifier que le mot "violence" et d'autres qu'il portait aussi sur les mots "exploitation ou mauvais traitements" aux quatrième et cinquième lignes du paragraphe à l'étude, le représentant de la Finlande a proposé de remplacer l'expression "de violence ou d'exploitation sexuelle ou de mauvais traitements" par les mots "de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle". La délégation indienne a ensuite proposé de supprimer la virgule après le mot "exploitation", ce que le Groupe de travail a accepté et le texte du paragraphe considéré a été adopté.

Paragraphe 2

40. A la suite de la proposition de la Suède, énoncée au paragraphe 36 ci-dessus, la plupart des délégations ont accepté le texte suivant contenu dans le compte rendu précité des consultations officielles entre organisations non gouvernementales, comme base de discussion pour un second paragraphe de l'article considéré :

"Pour garantir la protection prévue au paragraphe 1, les Etats parties fournissent un appui à ceux qui sont responsables du bien-être de l'enfant et assurent et facilitent, pour tous les actes et omissions de ce type, des moyens efficaces de prévention, d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi."

Les représentants de la République démocratique allemande et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont été d'avis toutefois que le libellé de l'article 8 bis devait rester celui que le Groupe venait d'adopter.

41. La délégation des Pays-Bas a proposé la suppression du membre de phrase "les Etats parties fournissent un appui à ceux qui sont responsables du bien-être de l'enfant" et celle du Royaume-Uni a proposé de supprimer le mot "assurent" à la troisième ligne du nouveau paragraphe, estimant que les Etats parties ne seraient pas disposés à aller aussi loin.

42. La délégation française qui, comme la plupart des délégations, n'était pas contre l'inclusion d'une disposition concernant les mesures à prendre par l'Etat pour garantir la protection de l'enfant contre tout ce qui était susceptible de nuire à son bien-être et à son épanouissement actuels ou futurs, a proposé l'adjonction du membre de phrase "et encouragent la coopération entre tous les partenaires intéressés" à la fin d'une telle disposition. Le représentant de la Finlande a appuyé la suggestion de la délégation britannique - supprimer le mot "assurent" - et a proposé de le remplacer par les mots "facilitent et encouragent".

43. La représentante des Etats-Unis a alors proposé un second paragraphe de l'article 8 bis, basé sur la proposition qu'elle avait soumise en 1983 concernant les procédures que les Etats pourraient adopter comme mesures de protection et elle a indiqué que sa délégation aimerait que s'instaure une coopération entre les tribunaux et les autres autorités intéressées au sujet des mesures à prendre pour lutter contre le mauvais traitement des enfants. Cette nouvelle proposition était libellée comme suit :

"Ces mesures de protection devraient comporter, notamment, des procédures efficaces de prévention, d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de coopération entre les fonctionnaires des services de répression et ceux des services sanitaires et de protection sociale, ainsi que des procédures d'intervention appropriée des tribunaux en la matière."

44. Le représentant de la RSS d'Ukraine n'a pas appuyé la proposition des Etats-Unis, estimant qu'elle était axée essentiellement sur les procédures d'intervention des tribunaux et les mesures de répression et il a indiqué que si cette proposition n'était pas retirée, sa délégation présenterait un amendement prévoyant l'obligation de mesures de protection comprenant des procédures efficaces pour la mise en oeuvre de programmes sociaux destinés aux enfants dans le besoin. La représentante des Etats-Unis a alors nié que sa proposition portât uniquement sur l'intervention des tribunaux et les mesures de répression puisqu'elle incorporait toutes les mesures de prévention suggérées dans la proposition avancée par les organisations non gouvernementales; elle a également fait valoir qu'il n'était pas question de châtimement, expressément ou implicitement, dans sa proposition et qu'aux Etats-Unis les procédures visant à protéger les enfants contre la violence ne mettaient pas l'accent sur les mesures de répression ou les mesures pénales.

45. En ce qui concerne les moyens d'action prévus dans la proposition des Etats-Unis, le représentant du Defence for Children International Movement a estimé que la coopération entre les fonctionnaires des services sanitaires et ceux des services de répression, ainsi que le recours aux tribunaux, étaient, lorsqu'ils s'avéraient nécessaires et conformes aux intérêts de l'enfant, implicitement contenus dans la gamme de services, allant de la prévention au suivi, que les Etats parties seraient instamment priés de fournir en vertu de la deuxième phrase de la proposition soumise par les organisations non gouvernementales ainsi que dans les mesures

administratives, juridiques, sociales et éducationnelles qu'ils seraient amenés à prendre conformément au paragraphe déjà adopté par le Groupe. Dans ce contexte, il a proposé le texte révisé ci-après pour le second paragraphe de l'article 8 bis :

"Ces mesures de protection comportent des procédures efficaces pour fournir un appui à ceux qui prennent soin de l'enfant, ainsi que pour toutes autres formes de prévention, et des procédures d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi de tous les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits jusqu'ici."

46. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé au Groupe de travail qu'il avait proposé la suppression du second paragraphe de l'article; s'il était maintenu, sa délégation présenterait la proposition ci-après :

"Les Etats parties favorisent et encouragent aussi toutes les procédures nécessaires et adéquates pour rendre efficaces les mesures prescrites au paragraphe 1 du présent article."

47. Le représentant de la RSS d'Ukraine a suggéré d'insérer le texte ci-après dans l'amendement contenu au paragraphe 45 ci-dessus, après les mots "qui prennent soin de l'enfant" :

"notamment la mise en oeuvre de programmes sociaux pour aider les familles nombreuses et les mères célibataires, créer des institutions spéciales pour les enfants abandonnés, accueillir dans des pensionnats les enfants de chômeurs et de familles sans abri, et octroyer des bourses aux étudiants de familles pauvres,"

48. Dans ce contexte, la représentante des Etats-Unis a proposé de modifier l'article soumis par les organisations non gouvernementales en supprimant le mot "et" avant les mots "de suivi" à la dernière ligne et en ajoutant après "jusqu'ici" la phrase ci-après, précédée d'une virgule :

"de coopération entre tous les fonctionnaires compétents et d'intervention judiciaire appropriée, représentant pleinement les intérêts de l'enfant".

49. Les délibérations se trouvant alors dans l'impasse, des consultations officieuses ont eu lieu entre la RSS d'Ukraine, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, qui ont permis de parvenir à une proposition de compromis; cette proposition, présentée au Groupe par le représentant de la RSS d'Ukraine, était libellée comme suit :

"Ces mesures de protection devraient comprendre, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux qui prennent soin de l'enfant, ainsi que pour toutes autres formes de prévention, des procédures d'identification, de rapport de renvoi d'enquête, de traitement et de suivi pour tous les cas de mauvais traitement de l'enfant décrits jusqu'ici et des procédures appropriées d'intervention judiciaire dans lesquelles les intérêts de l'enfant seront pleinement représentés."

50. Le représentant des Pays-Bas a estimé que la proposition de compromis était acceptable mais il a souhaité que les mots "qui prennent soin de l'enfant" à la troisième ligne soient remplacés par les mots "à qui l'enfant est confié". Il a également suggéré qu'on supprime la dernière phrase du paragraphe "dans lesquelles les intérêts de l'enfant seront pleinement représentés". La délégation du Royaume-Uni a également accepté la proposition de compromis mais avait certains doutes quant à l'utilisation des mots "toutes" et "tous" aux quatrième et cinquième lignes du texte, respectivement, et elle a proposé qu'ils soient supprimés. Les auteurs de la proposition de compromis ont accepté les changements suggérés par les délégations des Pays-Bas et du Royaume-Uni et le texte d'un second paragraphe a été adopté.

Article 9

51. La délégation polonaise a présenté le texte de l'article 9, tel qu'il figurait dans le document A/C.3/36/6; ce texte était le suivant :

"1. Les Etats parties à la présente Convention encouragent les organes d'information à diffuser des informations qui favorisent l'éducation des enfants dans l'esprit des principes énoncés à l'article 16.

2. Les Etats parties encouragent également les parents et les tuteurs à fournir à leurs enfants une protection appropriée si, en raison de leur contenu, les informations diffusées risquent d'avoir un effet préjudiciable sur le développement physique et moral de l'enfant."

En outre, l'attention du Groupe de travail a été appelée sur les propositions présentées par la Communauté internationale Baha'ie en 1983 et par le Groupe spécial non officiel des ONG sur l'élaboration de la Convention relative aux droits de l'enfant.

52. Certaines délégations ont estimé que la proposition initiale de la Pologne mettait l'accent sur certains aspects négatifs du rôle des organes d'information et ne devait pas servir de base de discussion; de l'avis d'autres délégations, les textes présentés par les organisations non gouvernementales étaient trop détaillés pour être pris en considération dans les débats.

53. La représentante des Etats-Unis, formulant à nouveau une proposition faite en 1983, a indiqué que celle-ci visait à reconnaître la fonction éducative des médias et qu'elle était conforme aux intérêts à la fois des secteurs publics et des secteurs privés des pays. Cette proposition était ainsi conçue :

"Reconnaissant l'importance de la fonction éducative des médias, les Etats parties veillent à ce que l'enfant ait accès à des informations provenant de sources diverses, notamment en ne faisant pas obstacle à la libre circulation de l'information par-delà les frontières nationales et à la possibilité de recevoir ladite information, et en garantissant à chacun la liberté d'expression et d'opinion."

La représentante des Etats-Unis a déclaré en outre que le texte de tout article traitant de cette question devait tenir compte du fait que, dans certains Etats, les médias relèvent du secteur privé et qu'il n'était ni possible ni souhaitable que l'Etat prenne des responsabilités ou offre des garanties dans ce domaine. En revanche, et la proposition des Etats-Unis mettait l'accent sur ce point, l'Etat devait et pouvait garantir la libre circulation de l'information:

54. Le Président ayant demandé, sur la suggestion de plusieurs délégations que des consultations aient lieu en vue d'aboutir à un compromis, un groupe de travail officieux à composition non limitée s'est efforcé de mettre au point un nouveau texte reflétant les opinions d'un grand nombre de délégations, qui puisse servir de base de discussion. Ce texte, présenté par le représentant du Canada, était ainsi conçu :

"Reconnaissant l'importance de la fonction des médias et la nécessité de faire en sorte que l'enfant ait accès à des informations et des documents de sources diverses destinés à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et mentale, les Etats parties à la présente Convention :

- a) encouragent les organes d'information à diffuser des informations qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 16;
- b) encouragent la coopération internationale en matière de production, d'échange et de diffusion d'informations de cette nature et ne font pas obstacle à la libre circulation de l'information par-delà les frontières nationales;
- c) encouragent les organes d'information à tenir tout particulièrement compte des besoins linguistiques des groupes minoritaires;
- d) favorisent l'élaboration volontaire de principes directeurs destinés à protéger l'enfant contre les documents qui pourraient nuire à son bien-être, en tenant compte du fait que la principale responsabilité de cette protection incombe aux parents ou aux tuteurs de l'enfant."

55. Le représentant de la RSS d'Ukraine a présenté une autre proposition ainsi conçue :

"1. Les Etats parties à la présente Convention emploient leurs organes gouvernementaux et encouragent les organes d'information privés à produire et diffuser des informations visant à promouvoir la santé et le bien-être de l'enfant ainsi que son éducation sociale et culturelle. Ces informations sont produites et diffusées dans la ou les langues officielles de l'Etat et dans celles des minorités du pays et des indigènes.

2. Les Etats parties encouragent la coopération internationale en vue de produire, d'échanger et de diffuser des informations provenant de différentes sources culturelles, nationales et internationales, qui soient compatibles avec les idéaux de paix, d'humanisme, de liberté et de solidarité internationale et avec tous les autres idéaux favorisant la compréhension et la coopération entre les nations.

3. Les Etats parties encouragent aussi tous ceux qui s'occupent de l'enfant à le protéger contre les matériels préjudiciables à sa santé physique ou mentale ou à son bien-être social, spirituel ou moral."

56. Après un échange de vues, le Groupe de travail a décidé de prendre pour base de discussion la nouvelle version proposée par le groupe de travail officieux.

Paragraphe liminaire

57. Le représentant de la Finlande a estimé que le paragraphe liminaire de l'article 9 ressemblait plutôt à un préambule et a proposé en conséquence de le modifier de façon qu'il commence par l'expression "les Etats parties reconnaissent", que les termes "la nécessité de" soient remplacés par "prennent toutes les mesures nécessaires pour", que la phrase se termine par le mot "mentale" et qu'enfin, l'expression "les Etats parties à la présente Convention:" soit remplacée par l'expression "A cette fin, les Etats parties à la présente Convention :"
La délégation des Etats-Unis a demandé que les mots "la nécessité de faire" soient remplacés par le mot "font".

Alinéa a)

58. Le Groupe de travail a examiné l'alinéa a), qui a été provisoirement adopté avec la référence à l'article 16 figurant dans le projet révisé proposé par la Pologne.

Alinéa b)

59. A propos de l'alinéa b), le représentant de la RSS d'Ukraine a proposé d'insérer, après l'expression "la libre circulation de l'information", le membre de phrase "compatible avec les idéaux de paix, d'humanisme, de liberté et de solidarité internationale et avec tous les autres idéaux favorisant la compréhension et la coopération entre les nations", qui figurait dans l'amendement proposé par sa délégation, et de supprimer les termes "par delà les frontières nationales". La délégation du Royaume-Uni a proposé de remplacer les termes "de l'information" par l'expression "de cette information". Plusieurs délégations ont appuyé cette proposition.

60. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé, dans un esprit de compromis, que l'alinéa b) soit supprimé et qu'il soit remplacé par l'alinéa d) du texte proposé par le groupe spécial non officiel des ONG, libellé comme suit :

"Encouragent la coopération internationale en vue de produire, d'échanger et de diffuser des matériels destinés aux enfants provenant de sources culturelles, nationales et internationales variées."

61. La délégation canadienne a approuvé ce texte, à l'exception des termes "matériels destinés aux enfants". La représentante des Etats-Unis a rejeté la proposition de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et suggéré d'insérer, à l'alinéa b) de la nouvelle version proposée par le groupe de travail non officiel, les termes "à cette fin" entre "d'informations de cette nature" et "ne font pas obstacle", afin d'établir un lien plus étroit entre la notion de libre circulation de l'information et celle de coopération internationale.

62. Le représentant du Royaume-Uni a suggéré de remplacer l'expression "des matériels destinés aux enfants" par "des matériels de cette nature" dans le texte proposé par la délégation soviétique et la délégation canadienne a appuyé cette proposition. La délégation australienne a proposé d'adopter l'expression "d'informations et de matériels de cette nature". Dans un souci d'uniformisation, le représentant du Canada a proposé d'insérer les termes "et de matériels" dans les deux alinéas a) et b).

63. La délégation des Etats-Unis a ensuite proposé que l'expression "ne font pas obstacle à" figurant à l'alinéa b) de la nouvelle version du groupe de travail non officiel, soit remplacée par le terme "facilitent", ou que ce dernier soit inséré entre crochets. La représentante des Etats-Unis a également proposé d'inclure cette

notion dans le paragraphe liminaire de l'article 9 et, à cette fin, de commencer ce paragraphe de la façon suivante :

"Les Etats parties reconnaissent l'importance des médias et de la libre circulation de l'information par-delà les frontières nationales et veillent à ce que ..."

et a indiqué que si le Groupe de travail acceptait sa proposition, elle n'insisterait pas pour que le terme "facilitent" figure à l'alinéa b). Au cours de l'échange de vues qui a suivi, la délégation australienne a proposé de modifier la fin de la phrase, après "la diffusion d'informations" de façon qu'elle se lise comme suit :

"et s'efforcent de faciliter la libre circulation de cette information par delà les frontières nationales".

64. Les divergences d'opinions sur la question de la libre circulation de l'information par-delà les frontières nationales ont persisté, certaines délégations estimant que cette question méritait d'être examinée séparément, d'autres qu'il y avait lieu de mentionner cette notion pour marquer que l'on en reconnaissait l'importance.

65. Le Président ayant demandé aux délégations de la RSS d'Ukraine et des Etats-Unis de se consulter pour mettre au point un texte de compromis, ces deux délégations sont parvenues à un accord sur le texte du paragraphe liminaire et de l'alinéa b) du paragraphe 9. Ce texte était le suivant :

"Les Etats parties reconnaissent l'importance de la fonction des médias et veillent à ce que l'enfant ait accès à des informations et des documents provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et mentale. A cette fin, les Etats parties à la présente Convention :

...

- b) encouragent la coopération internationale en vue de produire, échanger et diffuser des informations et documents de ce type provenant de différentes sources culturelles, nationales et internationales."

La délégation des Etats-Unis a expliqué que deux ajouts avaient été effectués : celui des termes "nationales et internationales" après le mot "culturelles" et celui des termes "notamment ceux" avant l'expression "qui visent à"; il avait été décidé en outre de supprimer l'expression "et ne font pas obstacle à la libre circulation de l'information par delà les frontières nationales"; elle a demandé au Groupe de travail d'adopter le texte de compromis sous la forme proposée.

66. Le Président a suggéré d'ajouter les termes "à la présente Convention" après "les Etats parties" à la première ligne du texte et de les supprimer dans la deuxième phrase; le représentant du Canada a appuyé cette suggestion.

67. Le représentant du Royaume-Uni a demandé que l'ordre des mots "international" et "national" soit inversé dans la version anglaise, et les délégations des Pays-Bas et de la RSS d'Ukraine ont appuyé sa demande. Le Groupe de travail a approuvé le texte du paragraphe liminaire et de l'alinéa b) de l'article 9.

Alinéa c)

68. La délégation canadienne a demandé que, si l'expression "groupes minoritaires" était employée à l'alinéa c), il fallait qu'elle soit complétée par les termes "ou des peuples autochtones", car ces derniers n'aimaient pas être assimilés à des "groupes minoritaires". Certaines délégations se sont demandé si, plutôt que de "peuples", il ne serait pas préférable de parler de "populations", et elles ont souligné que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités employait l'expression "populations autochtones"; le Groupe a décidé d'utiliser le terme "population".

69. Le représentant des Pays-Bas a proposé de remplacer l'expression "des groupes minoritaires" par l'expression "des enfants appartenant à des groupes minoritaires", et le représentant du Royaume-Uni a proposé de remplacer "et" par "ou" après "groupes minoritaires". La délégation australienne a alors proposé d'adopter le libellé suivant : "des besoins linguistiques des enfants appartenant à un groupe minoritaire ou à une population autochtone". L'alinéa c) ainsi modifié a été provisoirement adopté par le Groupe de travail.

Alinéa d)

70. Le représentant du Canada a rappelé au Groupe que l'alinéa d) était inspiré de l'alinéa e) du texte proposé par le groupe spécial non officiel des ONG et qu'il visait à favoriser l'élaboration de principes directeurs destinés à protéger l'enfant, sans toutefois préciser à qui incomberait cette élaboration. La délégation australienne a proposé d'insérer les termes "les informations" entre les expressions "protéger l'enfant contre" et "les documents qui pourraient nuire", ainsi que d'ajouter à la fin de l'alinéa l'expression "ou à toute autre personne ayant la garde de l'enfant".

71. Le représentant de la RSS d'Ukraine a estimé que l'alinéa à l'étude devait figurer à l'article 9, mais que le membre de phrase suivant l'expression "à son bien-être" était superflu, et a recommandé en conséquence de le supprimer. La délégation des Pays-Bas a expliqué que ce membre de phrase, à savoir "en tenant compte

du fait que la principale responsabilité de cette protection incombe aux parents ou aux tuteurs de l'enfant", correspondait pleinement au libellé de l'article 8, déjà adopté, du projet de convention.

72. Le représentant de la RSS d'Ukraine a alors proposé d'insérer, après l'expression "à son bien-être", le membre de phrase ci-après : "en tenant compte du fait que la responsabilité en incombe à tous ceux qui s'occupent de l'enfant". La délégation canadienne a proposé de supprimer le membre de phrase suivant l'expression "à son bien-être", comme l'avait précédemment recommandé la délégation de la RSS d'Ukraine. La délégation des Etats-Unis a proposé d'ajouter, après l'expression "à son bien-être", les termes "conformément à l'article 8" et de supprimer le reste de l'alinéa. La délégation suédoise, pour sa part, a proposé d'ajouter les termes "et à sa santé physique et mentale" après l'expression "à son bien-être".

73. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a appuyé la proposition des Etats-Unis, mais a proposé de supprimer le terme "volontaire".

74. Le Président a suggéré que l'alinéa se termine par les termes "à son bien-être et à sa santé physique et mentale"; le représentant du Royaume-Uni a toutefois fait observer que tout ce qui nuisait à la santé mentale et physique de l'enfant nuisait également à son bien-être. En conséquence, l'amendement suédois a été retiré.

75. En outre, la délégation du Royaume-Uni a proposé que l'expression "l'élaboration volontaire de principes directeurs", figurant à la première ligne, soit remplacée par l'expression "l'élaboration de principes directeurs et de codes de conduite appropriés"; cet amendement a été appuyé par les représentants de la Finlande et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

76. La représentante des Etats-Unis était contre l'insertion de l'expression "codes de conduite" et a proposé au groupe de supprimer le terme "volontaire" et de maintenir l'expression "l'élaboration de principes directeurs". La délégation canadienne a proposé de remplacer l'expression "l'élaboration volontaire de principes directeurs" par "l'élaboration de principes directeurs appropriés", sans qu'il soit question de "codes de conduite". Un grand nombre de délégations ayant appuyé cette proposition, la délégation du Royaume-Uni a indiqué qu'elle n'insistait pas pour qu'il soit fait mention de "codes de conduite".

77. S'agissant de la question de savoir si l'alinéa d) devait se terminer par le terme "bien-être", la représentante de la France a déclaré que ce terme était suffisant, mais qu'elle souhaitait elle aussi que l'article 8 soit mentionné à l'alinéa d). Cette proposition a été appuyée par un grand nombre de délégations; le représentant du Canada a notamment plaidé pour son adoption en rappelant que la délégation des Etats-Unis avait proposé à cet égard d'ajouter la formule : "conformément à l'article 8".

78. Au terme d'un échange de vues concernant la forme que devrait prendre la référence à l'article 8, destinée à figurer à la fin de l'alinéa, le Président a proposé l'expression "compte tenu des dispositions de l'article 8". Le Groupe a accepté la proposition du Président et a approuvé provisoirement l'alinéa b).

79. Le Groupe de travail a adopté l'article 8 bis dans son ensemble.

Article 13

80. Le représentant de la Pologne a proposé que le texte de l'article 13 figurant dans le document A/C.3/36/6 soit retenu comme base de travail. Le projet d'article révisé proposé par la Pologne se lisait comme suit :

"Les Etats parties à la présente Convention garantissent à tout enfant le droit aux prestations sociales auxquelles il peut prétendre en raison de la situation de ses parents ou tuteurs légaux ou de toute autre situation et prennent les mesures juridiques et administratives voulues pour assurer l'exercice de ce droit."

81. Le représentant du Bureau international du Travail a indiqué que le texte présenté par la Pologne ne semblait pas traduire fidèlement la position arrêtée au sujet du droit aux prestations sociales; en règle générale, le droit à bénéficier de ces prestations est accordé aux parents ou aux tuteurs puisqu'ils ont la responsabilité d'assurer l'entretien de l'enfant. Dans ces conditions, il serait peut-être préférable, d'une manière générale, de s'en tenir au libellé précédemment proposé par la délégation polonaise à l'article 14 du document E/CN.4/1349.

L'article pourrait donc se lire comme suit :

"Les Etats parties à la présente Convention assurent à tout enfant le droit de bénéficier de la sécurité sociale et prennent les mesures juridiques et administratives nécessaires pour garantir l'exercice de ce droit."

82. Une proposition soumise par le représentant du Canada à la session de 1983 du Groupe de travail a été présentée de nouveau par la délégation canadienne. Cette proposition se lisait comme suit :

"1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent à tout enfant le droit à la sécurité sociale, notamment aux assurances sociales, et s'engagent à prendre les mesures législatives et administratives appropriées pour assurer l'exercice de ce droit."

2. Selon l'âge et la maturité de l'enfant et la nature des prestations sociales, celui-ci pourra recevoir lesdites prestations directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses parents ou des personnes auxquelles il est confié."

83. Le représentant du Canada a attiré l'attention du Groupe de travail sur le caractère contraignant du projet d'article de la Pologne par opposition à celui du Canada et a estimé par conséquent que ce dernier serait plus acceptable pour les pays qui pourraient éprouver des difficultés financières à le mettre en oeuvre.

Un point de vue analogue avait été exprimé auparavant par le représentant de la République islamique d'Iran, qui avait insisté sur le rôle que pouvait jouer la coopération internationale en aidant les pays du tiers monde qui avaient des difficultés à mettre en place un système de sécurité sociale extrêmement complet.

84. Le représentant du Bureau international du Travail a proposé d'inclure dans son texte une référence à la situation ou aux lois et pratiques nationales. Aussi, le Groupe de travail a-t-il finalement décidé de prendre comme base de travail le texte modifié proposé par le Bureau international du Travail, qui était libellé comme suit :

"Les Etats parties à la présente Convention garantissent à tout enfant, d'une manière conforme au contexte national, le droit de bénéficier de la sécurité sociale, et prennent les mesures juridiques et administratives appropriées pour assurer l'exercice de ce droit".

85. Le représentant de l'Australie a proposé que l'on supprime les mots "juridiques et administratives" dans le texte proposé par le Bureau international du Travail, ce qui a été accepté par le Groupe de travail.

86. La délégation cubaine a présenté deux amendements dont l'un consistait à insérer à la troisième ligne du projet d'article les mots "de plus en plus" après le mot "bénéficiaire" et l'autre à remplacer, toujours à la même ligne, "appropriées" par "nécessaires". Bien que certaines délégations se soient déclarées favorables à l'introduction des mots "de plus en plus", d'autres ont proposé de les remplacer par d'autres mots tels que "progressivement" et "pleinement". Dans le même ordre d'idées, la délégation canadienne a proposé de remplacer les mots "assurer l'exercice" par "assurer la pleine réalisation", ce qui a recueilli l'adhésion de tous les membres du Groupe de travail. La proposition cubaine - remplacer "appropriées" par "nécessaires" - a également été acceptée par le Groupe.

87. La représentante des Etats-Unis a suggéré de remplacer, à la première ligne, le mot "garantissent" par "reconnaissent", ce qui signifierait que le droit à bénéficier des prestations sociales est reconnu comme un but à atteindre ou un objectif dont la réalisation doit être recherchée progressivement, plutôt que comme un droit légal exigeant une mise en oeuvre immédiate. Cet amendement a été appuyé par la délégation canadienne et accepté par le Groupe de travail.

88. Alors que la délégation des Etats-Unis avait proposé précédemment l'adjonction des mots "pouvant y prétendre" après les mots "tout enfant" dans le projet d'article présenté par la Pologne et que quelques délégations avaient indiqué par la suite que, s'agissant de l'octroi de prestations sociales à un enfant, il fallait prendre en considération ses ressources financières et celles de sa famille, d'autres délégations ont insisté sur le fait que la Convention devait reconnaître à tout enfant le droit à la sécurité sociale, quelle que soit la situation financière de l'enfant, de ses parents ou de ses tuteurs.

89. Les délégations de l'Australie et des Pays-Bas ont rédigé le texte d'un second paragraphe tenant compte des points de vue exprimés par les membres du Groupe. Ce texte, qui a été présenté par la délégation des Pays-Bas, était le suivant :

"Ces prestations peuvent être accordées, compte tenu, lorsqu'il y a lieu, des ressources et de la situation des personnes qui ont la responsabilité d'assurer l'entretien de l'enfant."

90. Le représentant de la République démocratique allemande, tout en approuvant la proposition dans son principe, a contesté l'utilité des mots "compte tenu". Le représentant des Pays-Bas a fait observer que le sens du mot "peuvent" à la première ligne du second paragraphe se retrouvait dans l'expression "lorsqu'il y a lieu" et que le mot pouvait donc être supprimé. La délégation des Etats-Unis a proposé que le paragraphe commence par les mots "Les prestations prévues par la loi peuvent être accordées", ce qui permettrait de tenir compte des critères juridiques qui déterminent l'octroi de prestations sociales dans plusieurs Etats.

91. Le représentant de la Finlande a proposé la formule suivante pour le paragraphe 2 : "Ces prestations devraient être accordées compte tenu des ressources nationales disponibles, et, lorsqu'il y a lieu, des ressources et de la situation de l'enfant et des personnes qui ont la responsabilité d'assurer l'entretien de l'enfant". Plusieurs délégations ont jugé cette formule acceptable.

92. La représentante des Etats-Unis a émis le souhait que les mots "devraient, lorsqu'il y a lieu" soient insérés à la première ligne de la proposition présentée par les délégations de l'Australie et de la Finlande. Ces mots figuraient dans le texte de compromis ci-après, élaboré par la délégation des Etats-Unis à partir du projet de second paragraphe rédigé conjointement par les délégations de l'Australie et des Pays-Bas : "L'octroi des prestations devrait, lorsqu'il y a lieu, être prévu par la loi ou par d'autres dispositions, compte tenu des ressources nationales disponibles et des ressources et de la situation de l'enfant et des personnes qui ont la responsabilité d'assurer l'entretien de l'enfant, et d'autres considérations pertinentes dans le cas de toute demande de prestations faite au nom de l'enfant". Expliquant son amendement, la représentante des Etats-Unis a indiqué que les autres considérations pertinentes n'étaient pas vraiment couvertes par le membre de phrase "des ressources et de la situation de l'enfant" figurant dans la proposition de la Finlande; pour ce qui était du membre de phrase "prévu par la loi ou par d'autres dispositions", elle a repris à titre d'exemple une explication fournie précédemment par le représentant de la Finlande, qui avait fait valoir que les prestations pouvaient être accordées au titre de conventions privées. Elle n'a toutefois pas insisté pour que ce membre de phrase soit conservé, la délégation britannique ayant formulé des réserves à son sujet.

93. La délégation australienne a proposé un amendement au projet de second paragraphe présenté par la délégation des Etats-Unis; il s'agissait de remplacer "et d'autres considérations" par "ainsi que de toute autre considération" après les mots "l'entretien de l'enfant", et de substituer aux mots "considérations pertinentes dans le cas de toute demande" les mots "considération se rapportant à une demande". Le représentant du Canada a estimé que la fin du paragraphe modifié par la délégation australienne serait plus claire si elle se lisait "demande de prestations faite par l'enfant ou en son nom", ce qui ferait ressortir que l'enfant lui-même pouvait présenter une demande de prestations. L'article ainsi modifié a été adopté par le Groupe de travail.

Annexe I

TEXTE DU PROJET DE CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT
ADOPTÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité innée de tous les membres de la famille humaine ainsi que l'égalité et le caractère inaliénable de leurs droits sont le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Ayant présent à l'esprit le fait que les peuples des Nations Unies ont, dans la Charte des Nations Unies, proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la dignité et la valeur de la personne humaine et qu'ils ont résolu de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Reconnaissant que les Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont proclamé et sont convenues que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Rappelant que, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme l'Organisation des Nations Unies a proclamé que l'enfance a droit à une aide et à une assistance spéciales,

Convaincus que la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres, et en particulier des enfants, doit recevoir la protection et l'assistance nécessaires pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle dans la communauté,

Reconnaissant que, comme l'indique la Déclaration des droits de l'enfant adoptée en 1959, l'enfant, en raison des exigences de son développement physique et mental, a besoin d'une assistance et de soins spéciaux pour sa santé et pour son développement physique, mental, moral et social, et a besoin d'une protection juridique dans des conditions de liberté, de dignité et de sécurité,

Reconnaissant que l'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, doit grandir dans le milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

Ayant présent à l'esprit que la nécessité d'accorder une protection spéciale à l'enfant a été énoncée dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant et dans la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies en 1959, et qu'elle a été reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (en particulier aux articles 23 et 24), dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (en particulier à l'article 10) et dans les statuts des institutions spécialisées et des organisations internationales qui se consacrent au bien-être de l'enfant,

Considérant qu'il faut préparer soigneusement l'enfant à vivre une vie individuelle dans la société, et l'élever dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies, et en particulier dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté et de fraternité,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain jusqu'à l'âge de 18 ans, sauf s'il devient majeur plus tôt conformément à la législation en vigueur dans son pays.

Article 2

1. L'enfant a, dès sa naissance, droit à un nom et le droit d'acquérir une nationalité.
2. Les Etats parties à la présente Convention veillent à ce que leur législation reconnaisse le principe selon lequel un enfant acquiert la nationalité de l'Etat sur le territoire duquel il est né si, au moment de sa naissance, il n'a pas reçu la nationalité d'un autre Etat, conformément à la législation de celui-ci.

Article 3

1. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux ou des autorités administratives, l'intérêt supérieur de l'enfant est une considération essentielle.
2. Dans toutes les procédures judiciaires ou administratives mettant en cause les intérêts d'un enfant qui est capable de discernement, la possibilité est prévue de faire entendre le point de vue de l'enfant, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un représentant, en tant que partie à la procédure, et ce point de vue est pris en considération par les autorités compétentes, selon les modalités prévues dans chaque Etat pour l'application de sa législation.

3. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.

4. Les Etats parties à la présente Convention veillent à ce que la direction et le personnel des institutions qui ont directement la charge d'enfants fassent l'objet d'un contrôle approprié.

Article 4

1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à respecter tous les droits qui y sont énoncés et à les reconnaître à tout enfant se trouvant sur leur territoire, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou tuteurs, ou de leur origine nationale ou sociale, de leur situation de famille, de leur origine ethnique, de leurs croyances ou pratiques culturelles, de leur situation de fortune, de leur niveau d'instruction, de leur naissance ou de toute autre considération.

2. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction du fait de la situation juridique, des activités, des opinions déclarées ou des croyances de ses parents ou tuteurs ou d'autres membres de sa famille.

Article 5

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à prendre toutes les mesures administratives et législatives appropriées, compte tenu des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale, pour assurer l'exercice des droits reconnus dans la présente Convention.

Article 6

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'enfant doit bénéficier des soins de ses parents et que son lieu de résidence doit être déterminé par son père et sa mère ou l'un des deux sauf disposition prévue dans le présent article.

2. Les Etats parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Une décision en ce sens peut être nécessaire dans le cas particulier où, par exemple, les parents

maltraitent ou négligent l'enfant, ou dans le cas où les parents vivent séparément et où une décision doit être prise au sujet du lieu de résidence de l'enfant. Aucune décision en ce sens n'est prise sans que toutes les parties intéressées aient eu la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues. Les autorités compétentes statuent compte tenu des vues ainsi exprimées.

3. L'enfant qui est séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux a le droit d'avoir, sauf circonstances exceptionnelles, des relations personnelles et des contacts directs réguliers avec ses deux parents.

4. Lorsque la séparation résulte de mesures prises par un Etat partie, telles que la détention, l'emprisonnement, l'exil, la déportation ou le décès (y compris le décès, quelle qu'en soit la cause, survenu au cours de la détention) des deux parents ou de l'un d'eux, ou de l'enfant, l'Etat partie donne aux parents, à l'enfant ou, s'il y a lieu, à un autre membre de la famille, sur demande, les renseignements essentiels sur le lieu où se trouvent le membre ou les membres de la famille, à moins que la divulgation de ces renseignements ne soit préjudiciable au bien-être de l'enfant. Les Etats parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas en elle-même de conséquences fâcheuses pour la personne ou les personnes intéressées.

Article 6 bis

2. Conformément à l'obligation incombant aux Etats parties en vertu du paragraphe 2 de l'article 6, toute demande faite par un enfant ou ses parents en vue d'entrer dans un Etat partie ou de le quitter aux fins de la réunification de la famille est considérée par les Etats parties de façon favorable, dans un esprit d'humanité et avec diligence.

3. Un enfant dont les parents résident dans des Etats parties différents a le droit d'avoir, sauf circonstances exceptionnelles, des relations personnelles et des contacts directs réguliers avec ses deux parents.

Article 6 ter

1. Les Etats parties à la présente Convention prennent les mesures appropriées pour lutter contre les déplacements et les non-retours illicites d'enfants à l'étranger.

2. A cet effet, les Etats parties favorise la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux ou l'adhésion à des accords existants, ainsi que l'institution de consultations périodiques entre les autorités nationales habilitées.

Article 7

Les Etats parties à la présente Convention garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toutes questions, les vœux de l'enfant étant pris dûment en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

Article 7 bis^{*/}

1. Les Etats parties à la présente Convention respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion.
2. Ce droit implique, en particulier, la liberté d'avoir ou d'adopter la religion ou la croyance, quelle qu'elle soit, de son choix, et la liberté de manifester sa religion ou sa croyance, individuellement ou en collectivité, tant en public qu'en privé, sous réserve uniquement des limites prévues par la loi et nécessaires pour préserver la sécurité, l'ordre et la santé publics et la morale, ainsi que le droit d'avoir accès à l'éducation dans cette religion ou croyance.
3. Les Etats parties respectent les droits et devoirs des parents et, lorsqu'il y a lieu, des tuteurs légaux, de guider l'enfant dans l'exercice de son droit d'une manière compatible avec le développement de ses capacités.
4. Les Etats parties respectent également la liberté de l'enfant et de ses parents et, lorsqu'il y a lieu, de ses tuteurs légaux, d'assurer son éducation morale et religieuse conformément aux convictions de leur choix.

Article 8

1. La responsabilité d'élever l'enfant incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, aux tuteurs. Ils doivent être déterminés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant. Les Etats parties s'emploient de leur mieux à assurer la reconnaissance du principe que les deux parents ont une responsabilité commune et similaire pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement.
2. Pour garantir et promouvoir les droits énoncés dans la présente Convention, les Etats parties à la présente Convention accordent l'aide appropriée aux parents et tuteurs dans l'exercice de leur responsabilité d'élever l'enfant et assurent le développement d'institutions de protection de l'enfance.
3. Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour assurer aux enfants dont les parents travaillent le droit de bénéficier des services et installations de soins aux enfants pour lesquels ils remplissent les conditions requises.
4. Les institutions, services et installations visés aux paragraphes 2 et 3 du présent article doivent être conformes aux normes fixées par les autorités compétentes, notamment sur les plans de la sécurité et de la santé ainsi qu'en ce qui concerne l'effectif et les qualifications de leur personnel.

^{*/} Adopté par le Groupe de travail en 1984.

Article 8 bis^{*/}

1. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducationnelles appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes d'atteinte ou de violence physique ou mentale, de négligence ou de traitement négligent, de mauvais traitements ou d'exploitation y compris la violence sexuelle tandis qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses tuteur(s) légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.
2. Ces mesures de protection devraient comprendre, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui l'enfant est confié, ainsi que pour toutes formes de prévention, des procédures d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits jusqu'ici et des procédures appropriées d'intervention judiciaire.

Article 9^{*/}

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent l'importance de la fonction des médias et veillent à ce que l'enfant ait accès à des informations et des documents provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et mentale. A cette fin, les Etats parties :

- a) encouragent les organes d'information à diffuser des informations et des matériels qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 15;
- b) encouragent la coopération internationale en vue de produire, échanger et diffuser des informations et documents de ce type provenant de différentes sources culturelles, nationales et internationales;
- c) encouragent les organes d'information à tenir tout particulièrement compte des besoins linguistiques des enfants appartenant à un groupe minoritaire ou à une population autochtone;
- d) favorisent l'élaboration de principes directeurs appropriés destinés à protéger l'enfant contre les informations et les documents qui pourraient nuire à son bien-être compte tenu des dispositions de l'article 8.

^{*/} Ibid.

Article 10

1. Un enfant qui est définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit a droit à une protection et à une aide spéciale de l'Etat.
2. Les Etats parties à la présente Convention veillent à ce qu'un enfant qui est sans parents, ou qui est temporairement ou définitivement privé de son milieu familial ou qui ne peut, dans son intérêt, être élevé ou être laissé dans ce milieu soit pourvu d'une protection familiale de remplacement sous forme, notamment, d'adoption, de placement dans une famille ou de placement dans des établissements propres à s'occuper des enfants.

Article 11

1. Les Etats parties à la présente Convention prennent, dans les cas appropriés, des mesures pour faciliter la procédure d'adoption de l'enfant. L'adoption d'un enfant ne doit être autorisée que par des autorités compétentes, qui s'assurent, conformément à la loi et aux procédures applicables et sur la base de tous les renseignements fiables relatifs au cas considéré, que l'adoption peut avoir lieu eu égard à la situation de l'enfant vis-à-vis de ses père et mère, parents et tuteurs, et que le cas échéant, les personnes compétentes concernées par la question ont donné, en connaissance de cause, leur consentement à l'adoption après s'être entourées de tous les avis nécessaires.
2. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures propres à protéger au mieux les intérêts de l'enfant qui fait l'objet d'une adoption dans un autre pays. Ils veillent à ce que les placements soient faits par des organes agréés ou des personnes compétentes sous la surveillance appropriée des autorités concernées et appliquent en la matière les mêmes garanties et les mêmes critères que pour les adoptions qui relèvent exclusivement du droit interne. Les autorités compétentes font tout leur possible pour assurer la validité juridique de l'adoption dans les pays intéressés. Les Etats parties s'efforcent, selon qu'il convient, de promouvoir ces objectifs en concluant des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 11 bis

Les Etats parties à la présente Convention prennent les mesures nécessaires pour qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou interne applicable, qu'il soit seul ou accompagné de ses père et mère, de ses proches ou de ses tuteurs, bénéficie de la protection et de l'assistance humanitaire propres à lui permettre de jouir des droits applicables énoncés dans la présente Convention

et dans les autres instruments internationaux qui concernent les droits de l'homme ou qui ont un caractère humanitaire auxquels lesdits Etats sont parties. En raison du rôle important de protection et d'assistance à l'égard des réfugiés dévolu à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, les Etats parties à la présente Convention collaboreront, selon qu'il conviendra, à tous les efforts faits par ces organisations pour protéger et aider les enfants qui se trouvent en pareille situation et pour rechercher les père et mère ou autres proches parents de tout enfant réfugié non accompagné, en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour le réunir à sa famille. Lorsque aucun père ou mère, proche parent ou tuteur ne peut être trouvé, l'enfant doit se voir accorder la même protection que tout autre enfant privé provisoirement ou en permanence de son milieu familial pour quelque raison que ce soit, selon les principes énoncés dans la présente Convention.

Article 12

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que les enfants mentalement ou physiquement déficients doivent avoir une vie pleine et décente dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la communauté.
2. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent le droit des enfants déficients à bénéficier de soins spéciaux et encouragent et assurent, dans la mesure des ressources disponibles, la fourniture aux enfants déficients remplissant les conditions requises et à ceux qui en sont responsables d'une aide qui réponde à leur demande et soit adaptée à l'état de l'enfant et à la situation de ses parents ou de ceux qui en prennent soin.
3. Reconnaisant les besoins particuliers des enfants déficients, l'aide fournie conformément au par graphe 2 est gratuite chaque fois qu'il est possible, eu égard aux ressources financières de leurs parents ou de ceux qui en prennent soin, et conçue de sorte que les enfants déficients aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, à une rééducation, à une préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon à assurer leur intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel.
4. Dans un esprit de coopération internationale, les Etats parties devront promouvoir un échange d'informations pertinentes dans le domaine des soins médicaux préventifs et du traitement médical, psychologique et fonctionnel des enfants déficients,

y compris la diffusion d'informations concernant les méthodes de rééducation et les services de formation professionnelle, ainsi que l'accès à ces données, en vue de permettre aux Etats parties d'améliorer leurs capacités et leurs qualifications et d'étendre leur expérience dans ces domaines. A cet égard, il convient de tenir particulièrement compte des besoins des pays en développement.

Article 13^{*/}

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent à tout enfant, d'une manière conforme au contexte national, le droit de bénéficier de la sécurité sociale, et prennent les mesures nécessaires pour assurer la pleine réalisation de ce droit.
2. Les prestations devraient, lorsqu'il y a lieu, être accordées compte tenu des ressources nationales disponibles et des ressources et de la situation de l'enfant et des personnes qui ont la responsabilité d'assurer l'entretien de l'enfant ainsi que de toute autre considération se rapportant à une demande de prestation faite par l'enfant ou en son nom.

^{*/} Ibid.

Annexe II

PROPOSITIONS SOUMISES PAR DES DELEGATIONS D'ETATS (QUI N'ONT PAS
ETE EXAMINEES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL A SA SESSION DE 1984)

I. Nouvel article (Chine)

Les Etats parties à la présente Convention protègent les intérêts des enfants nés hors du mariage et leur garantissent les mêmes droits qu'aux enfants nés d'une union légitime.

II. Amendement à l'article 6 bis (Etats-Unis d'Amérique)

Paragraphe 1

Les Etats parties à la présente Convention accordent à l'enfant et à ses parents le droit de quitter tout pays, y compris le leur, et le droit de revenir dans leur pays.

Paragraphe 2, seconde phrase

A l'occasion de ces demandes, les Etats parties ne sanctionnent d'aucune manière le(s) demandeur(s) ni les autres membres de la famille concernée. Les demandes qui sont refusées, pour quelque motif que ce soit, peuvent être renouvelées et seront examinées de la façon indiquée plus haut au sujet des demandes initiales.

III. Article 12, paragraphe 3 (République islamique d'Iran)

Les Etats parties à la présente Convention, dans un esprit de coopération internationale, s'engagent à appuyer les programmes d'action qui seront établis périodiquement, notamment par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé et le Programme alimentaire mondial, en vue de réduire la mortalité infantile et d'améliorer sensiblement les services de santé en faveur des enfants, en particulier dans les pays en développement et compte tenu tout spécialement des problèmes de nutrition.

IV. Article 14 (Canada)

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent le droit de tout enfant à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales, et s'engagent à adopter des mesures législatives et administratives appropriées pour assurer l'exercice de ce droit.
2. Selon l'âge et la maturité de l'enfant et selon la nature de la prestation de sécurité sociale, l'enfant peut recevoir cette prestation soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de ses parents ou des personnes qui prennent soin de lui.

V. Article 15 (Canada)

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie approprié de nature à assurer une saine croissance physique, mentale et affective de l'enfant à chaque stade de son développement.
2. C'est aux parents ou aux personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement sain de l'enfant.
3. Les Etats parties à la présente Convention adoptent les mesures appropriées pour aider les parents et les autres personnes qui prennent soin de l'enfant à mettre en oeuvre ce droit et apportent l'aide matérielle nécessaire, plus particulièrement en ce qui concerne l'alimentation, l'habillement et le logement.

VI. Article 15, paragraphe 1 (Chine)

Les Etats parties à la présente Convention prennent des mesures pour garantir à tous les enfants un enseignement obligatoire et gratuit ou pour leur donner accès à un tel enseignement dès que les circonstances le permettront.

VII. Article 16 (Canada)

1. Tout enfant a droit à une éducation destinée à l'aider à développer ses dons et ses aptitudes aussi pleinement que possible.
2. L'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire, au moins au niveau de l'enseignement élémentaire. Les parents et l'Etat garantissent à l'enfant des conditions appropriées pour l'exercice de ce droit.
3. Les Etats parties à la présente Convention mettent en place sous diverses formes des systèmes d'enseignement secondaire général et professionnel et s'emploient à instaurer progressivement à ce niveau l'enseignement gratuit, afin de permettre à tous les enfants de développer leurs dons et leurs talents sur la base de l'égalité des chances.

VIII. Amendement au paragraphe 2 de l'article 16 (Chine)

A la deuxième ligne du paragraphe 2, supprimer le mot "libre".

IX. Article 17 (Canada)

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'éducation et l'instruction données à l'enfant doivent viser à favoriser le plein épanouissement de sa personnalité et à lui inculquer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. L'enfant doit être préparé à mener une vie indépendante dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de tolérance et d'amitié envers tous les peuples et tous les groupes ethniques et religieux.

3. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à veiller à ce que les enfants soient élevés conformément aux principes de paix proclamés par l'Organisation des Nations Unies.

4. Compte tenu des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, les Etats parties à la Convention s'engagent à empêcher l'enrôlement d'enfants et leur participation à des conflits armés.

X. Article 18 (Canada)

1. Tout enfant a droit au repos et aux loisirs, de se livrer à des activités de jeu et à des activités récréatives et de participer librement à la vie culturelle et aux beaux-arts.

2. Les parents, les Etats parties, les établissements d'enseignement et autres personnes ou institutions prenant soin des enfants adoptent des mesures pour assurer l'exercice de ce droit, notamment en imposant des limites raisonnables aux heures de classe et de travail.

XI. Article 19 (Canada)

1. Tout enfant est protégé contre toute forme de discrimination et contre l'exploitation économique et sociale.

2. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'enfant ne peut être employé à un travail quelconque nuisible à sa santé ou à son éducation ou de nature à porter atteinte à son développement physique, mental ou social.

3. Les Etats parties à la présente Convention prennent des mesures législatives et administratives pour assurer la protection de l'enfant et l'observation effective des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

XII. Article 20 (Canada)

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent à l'enfant accusé ou reconnu coupable d'une infraction pénale le droit à un traitement qui soit conforme aux principes du développement de l'enfant énoncés à l'article 17 de cette Convention, et qui favorise en particulier le plein développement de sa personnalité, de son sens de la dignité et du mérite, ainsi que du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à assurer le plein exercice de ce droit, en particulier à respecter les principes suivants :

- a) Aucun enfant ne peut être arbitrairement détenu ou emprisonné;
- b) Tout enfant accusé d'une infraction a droit à ce que son cas soit jugé équitablement, selon la loi et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial; il est présumé innocent et les procédures suivies tiennent compte de son âge et de la nécessité de favoriser sa réinsertion sociale;
- c) Tout enfant condamné à une peine privative de liberté est traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine.
 - i) Les enfants accusés sont séparés des adultes et traduits en justice dans les meilleurs délais;
 - ii) Les objectifs essentiels du traitement des enfants reconnus coupables d'une infraction pénale sont leur rééducation et leur réinsertion sociale. Les enfants doivent être tenus à l'écart des adultes et recevoir un traitement conforme à leur âge et à leur situation juridique;
- d) Aucun enfant ne peut être soumis à des peines ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants. Aucun enfant ne peut être condamné à mort.

XIII. Article 21 (République islamique d'Iran)

- a) Les Etats parties à la présente Convention, guidés par les principes du droit coutumier international et du droit de Genève, s'abstiennent de commettre toute attaque militaire ou bombardement des villes sans défense et de la population civile qui infligent des souffrances incommensurables, spécialement aux enfants qui sont les membres de la population les plus vulnérables;
- b) L'emploi d'armes chimiques et bactériologiques durant les conflits armés constitue l'une des violations les plus flagrantes du Protocole de Genève de 1925 et des principes du droit humanitaire international, et inflige de lourdes pertes aux populations civiles et notamment aux enfants sans défense; un tel acte constitue un crime contre l'humanité.

XIV. Article 22 (Canada)

1. Les rapports soumis par les Etats parties à la présente Convention en application de l'article 21 sont examinés par le Conseil économique et social.

2. Le Conseil économique et social établit un groupe d'experts qui est chargé de l'aider dans l'accomplissement de sa tâche en procédant à un examen préalable des rapports soumis par les Etats parties; le Groupe d'experts formule également, à propos de chaque rapport, les observations appropriées, qui sont communiquées à l'Etat partie intéressé par l'intermédiaire du Conseil économique et social.
3. Les membres du Groupe d'experts sont élus par le Conseil économique et social parmi les candidats proposés par les Etats parties.
4. Le Conseil économique et social fixe le nombre des membres du Groupe d'experts et décide de sa composition géographique ainsi que de la fréquence de ses réunions.
5. Le Conseil économique et social peut faire à l'Assemblée générale des Nations Unies des observations et suggestions concernant l'application de la présente Convention.

XV. Article 29 (Canada)

Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte aux dispositions plus propices au respect des droits de l'enfant qui peuvent figurer :

- a) dans la législation d'un Etat partie; ou
- b) dans tout autre instrument international - convention, traité ou accord - en vigueur dans cet Etat.